



# Conseil économique et social

Distr. générale  
4 mars 2008  
Français  
Original : anglais

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Reprise de la session de 2008  
29 mai-6 juin 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006  
des organisations non gouvernementales dotées  
du statut consultatif auprès du Conseil économique  
et social présentés par l'intermédiaire  
du Secrétaire général en application de la résolution  
1996/31 du Conseil économique et social\***

Note du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Organisation internationale de normalisation . . . . .	2
2. National Safety Council . . . . .	6
3. Programme de technologie sanitaire appropriée . . . . .	9
4. SOS Villages d'enfants . . . . .	13
5. Trickle Up Program . . . . .	18

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



## 1. Organisation internationale de normalisation

### (Général, 1947)

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) est un réseau constitué d'instituts nationaux de normalisation de 157 pays. L'Organisation a pour objectif d'établir des normes internationales et de mener des activités connexes afin de faciliter l'échange international de biens et de services, et de développer la coopération dans les domaines de l'activité intellectuelle, scientifique, technique et économique. Son action touche divers domaines, tels que la santé, la sûreté, la sécurité, la qualité, l'environnement, les transports et les technologies de l'information, ainsi que les services qui y sont liés, les systèmes de gestion et l'évaluation de la conformité.

Le *Plan stratégique de l'ISO 2005-2010 – Des normes pour un monde durable*, qui définit une perspective mondiale pour 2010, est le résultat de consultations entreprises en 2003 (en parallèle avec les membres de l'ISO) avec les principaux partenaires internationaux de l'ISO, dont de nombreux organismes du système des Nations Unies. Le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010*, qui en fait partie, vise à accroître la participation de ces pays à la normalisation et à renforcer leurs infrastructures dans ce domaine. La coopération avec l'ONU, ses institutions spécialisées et ses divers organes s'est particulièrement développée ces quatre dernières années.

### Commissions régionales du Conseil économique et social

**1. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) :** L'ISO s'est employée à renforcer ses liens avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, notamment dans les domaines suivants : construction de véhicules automobiles, transport de matières dangereuses, logistique et transport intermodal, douanes et passage des frontières, sécurité routière, bateaux de navigation intérieure et sûreté dans la chaîne d'approvisionnement.

Le Secrétaire général de l'ISO a contribué au Forum international de la CENUE sur le langage commun en matière de réglementation dans le commerce mondial (Genève, 20 et 21 juin 2006) par une intervention sur les « normes internationales et bonnes pratiques de réglementation ».

Il a également présidé la séance d'ouverture du Forum exécutif de la CENUE sur la « Concurrence dans une Europe en changement » (Genève, 11 et 12 mai 2004) et y a prononcé une intervention intitulée « Au-delà de l'élargissement : l'impact de la compétitivité ».

L'ISO a régulièrement participé aux réunions du Groupe de travail 6 de la CENUE (coopération en matière de réglementation et politiques de normalisation), en la personne de son secrétaire général (Genève, 10-12 novembre 2003, 22-24 novembre 2004, et 19-21 juin 2006), et fourni des rapports sur les faits nouveaux intervenus au sein du comité de l'ISO sur l'évaluation de la conformité (ISO/CASCO).

**2. Commission économique pour l'Afrique (CEA) :** À la dix-septième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui s'est tenue au Caire du 19 au

21 juin 2006, sous les auspices, notamment, de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire général de l'ISO a expliqué l'importance et les avantages des normes internationales pour le développement économique et social. Les participants à la conférence ont décidé de faire figurer les normes et l'évaluation de la conformité parmi les priorités de l'industrialisation et du progrès économique de l'Afrique.

## Les institutions spécialisées des Nations Unies

**3. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :** Les relations entre l'ISO et la Commission du Codex Alimentarius se sont amplement développées, menant à une collaboration constante, comme par exemple dans le cas de la norme ISO 22000 (*Systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires – Exigences pour tout organisme appartenant à la chaîne alimentaire*).

**4. Organisation internationale du Travail (OIT) :** Le mémorandum d'accord signé par l'ISO et l'OIT le 4 mars 2005 pour faciliter la coopération entre les deux organismes dans le domaine de la responsabilité sociale, par l'intermédiaire du siège de l'OIT à Genève, est un excellent outil de travail.

**5. Organisation maritime internationale (OMI) :** L'OMI continue d'être un fervent défenseur et un client du Comité technique 8 de l'ISO (*Navires et technologies maritimes*). La série de normes ISO 28000 sur la sûreté dans la chaîne d'approvisionnement a été mise au point avec l'aide active de l'OMI.

**6. Union internationale des télécommunications (UIT) :** La collaboration de l'ISO avec l'UIT concerne généralement le Comité technique commun 1 (*Technologie de l'information*) de l'ISO et la Commission électrotechnique internationale (CEI), mais d'autres domaines de coopération se sont fait jour récemment, tels que les systèmes de transport intelligents et l'informatique appliquée aux domaines de la santé. En 2004, des contacts ont été rétablis avec le secteur de la radiocommunication de l'UIT.

**7. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) :** Le 2 décembre 2003, le Secrétaire général de l'ISO et le Directeur général de l'ONUDI ont signé un nouveau mémorandum d'accord visant à faciliter la participation des pays en développement au commerce international et à les aider à en tirer profit en utilisant la normalisation. En collaboration avec l'ONUDI, l'ISO a organisé une formation pour les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, au Burkina Faso du 23 au 25 août 2005. L'ISO et l'ONUDI continueront de collaborer étroitement pour organiser des séminaires et des ateliers de formation sur ISO 22000 (sécurité des aliments).

Le Secrétaire général de l'ISO a participé à une réunion d'un groupe d'experts de l'ONUDI et de l'Union africaine (Tunis, 22-24 février 2007), dont il a présidé une séance intitulée « Le développement des normes et des infrastructures de conformité au service du commerce », portant sur la mondialisation des activités de normalisation.

**8. Union postale universelle (UPU) :** Le Secrétaire général de l'ISO et le Directeur général de l'Union postale universelle ont évoqué le 7 mars 2006, le

renforcement des relations entre les deux organisations et les éventuels domaines de collaboration.

Le Secrétaire général de l'ISO s'est exprimé lors de la Conférence stratégique de l'UPU (Doubaï, les 14 et 15 novembre 2006), y soulignant l'importance des normes internationales dans les domaines d'activité de l'Union postale universelle.

**9. Organisation mondiale de la santé (OMS) :** L'ISO et l'OMS ont renforcé leur coopération depuis la tenue, en février 2004 à Genève, d'un séminaire organisé notamment par l'ISO sur les technologies médicales. L'ISO est régulièrement représentée dans les assemblées de l'Organisation mondiale de la Santé, qui manifeste un intérêt croissant pour les activités de ses comités techniques.

L'Organisation mondiale de la Santé a participé à un séminaire consacré aux soins médicaux, dans le cadre de la vingt-neuvième Assemblée générale de l'ISO (14 septembre 2006, Ottawa).

**10. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) :** À la suite d'une réunion, le 13 octobre 2003, entre le Secrétaire général de l'ISO et le directeur de l'OMPI, un groupe de travail conjoint a été chargé de coordonner la coopération dans des domaines d'intérêt mutuel. Ce groupe qui, depuis sa première réunion, le 26 novembre 2003, s'est réuni régulièrement, a traité d'un certain nombre de questions liées au droit de la propriété intellectuelle.

L'OMPI a envoyé trois intervenants de haut niveau au séminaire organisé par l'ISO et la Commission électrotechnique internationale sur les politiques en matière de brevets et de droits d'auteur (1<sup>er</sup> et 2 juin 2006, Genève).

**11. Organisation météorologique mondiale (OMM) :** L'ISO et l'OMM mettent actuellement au point un mémorandum d'accord visant à renforcer la coopération en vue d'établir des normes internationales dans les domaines de la météorologie, la climatologie, l'hydrologie et l'observation marine et environnementale.

**12. Organisation mondiale du tourisme (OMT) :** À la suite d'une rencontre entre le Secrétaire général de l'ISO et une délégation composée du Secrétaire général et d'autres représentants de haut niveau de l'OMT, le 7 mai 2004 à Madrid, il a été décidé que la collaboration entre les deux organisations serait axée sur l'établissement d'un guide méthodologique pour la classification des hôtels, le tourisme durable, ainsi que les signes et les symboles touristiques.

## **Organisations apparentées à l'ONU**

**13. Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) :** Le Comité technique 85 de l'ISO (*Énergie nucléaire*) constitue l'un des liens clefs de l'ISO avec l'AIEA dans les domaines des rayonnements ionisants, de l'énergie et des transports de déchets nucléaires. Le Président du Comité technique 85 de l'ISO a tenu une réunion avec le Directeur général adjoint de l'AIEA le 16 mai 2007.

## **Programmes et fonds des Nations Unies**

**14. Centre CNUCED/OMC du commerce international :** L'ISO a été représentée à la Conférence du Centre CNUCED/OMC du commerce international organisée le 22 juin 2005 à Genève et à son Forum sur les stratégies nationales

d'exportation, organisé à Montreux (Suisse) du 5 au 8 octobre 2005 (le représentant de l'ISO y a présenté l'ensemble des normes relatives à la gestion de la qualité ISO 9000). L'ISO et le Centre ont également collaboré à la publication de documents, tels que la nouvelle édition de « ISO 9000: a workbook for service firms in developing countries » (Guide méthodologique pour le secteur des services dans les pays en développement), « Conformity Assessment in International Trade » (L'évaluation de la conformité dans le commerce international) et « Are you ready for 22000 » (Êtes-vous prêts pour 22000).

**15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) :** L'ISO a participé à la onzième session de la CNUCED, qui s'est tenue à Sao Paulo (Brésil), du 13 au 18 juin 2004. La CNUCED est activement impliquée dans l'action de l'organe technique de l'ISO chargé de la responsabilité sociale.

**16. Bureau du Pacte mondial :** L'ISO et le Bureau du Pacte mondial ont signé un mémorandum d'accord le 11 novembre 2006 pour développer leur coopération dans le domaine de la responsabilité sociale, notamment dans le cadre de l'initiative intitulée « Encourager les entreprises viables pour réduire la pauvreté ».

Le Secrétaire général de l'ISO participera à la *Rencontre au sommet des dirigeants du Pacte mondial* à Genève, les 5 et 6 juillet 2007.

17. Au cours des dernières années, l'ISO a suivi attentivement l'action de la Commission du développement durable de l'ONU, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Programme des Nations Unies en faveur des handicapés.

## 2. National Safety Council

(Spécial, 1995)

### I. Introduction

Le National Safety Council (NSC) est une organisation non gouvernementale de service public international, sans but lucratif, qui se consacre à protéger la vie et à promouvoir la santé. De caractère associatif, cette organisation a été fondée en 1913 et reconnue par le Congrès des États-Unis en 1953. Elle s'est fixé une mission d'éducation et de sensibilisation et cherche à protéger la santé et à éviter les blessures accidentelles.

Si les buts et objectifs de l'Organisation sont restés inchangés, l'accent est aujourd'hui davantage porté sur la sécurité au niveau mondial. En 2005, le Conseil a présenté sa nouvelle vision en faveur d'un monde plus sûr. Le Conseil s'emploiera à aider les États et les employeurs dans le monde entier à faire baisser le nombre de blessures et de maladies liées au travail, au transport, au logement et à la collectivité. Fort de cet objectif, le Conseil a commencé à établir des relations et à conclure des accords pour fournir des programmes de santé et de sécurité dans diverses régions du monde.

Dans le cadre de son action en faveur d'un monde plus sûr, le Conseil publie un magazine mensuel intitulé *Safety + Health*. Ce magazine, qui a été primé, est en passe de devenir la première source d'information de l'industrie sur les personnes, les problèmes et les tendances qui influencent la question de la sécurité. Le NSC publie également une revue trimestrielle intitulée *Journal of Safety Research*. Il s'agit d'une publication interdisciplinaire favorisant l'échange d'idées et de données dans tous les domaines de la sécurité.

Il publie également la revue *the Family Safety & Health*, magazine officiel sur la sécurité en dehors du travail, qui vise à réduire les indemnités que les employeurs versent aux travailleurs, les demandes de remboursement que doivent honorer les assurances médicales et les périodes d'indisponibilité des travailleurs, en formant les employés à la sécurité en dehors de l'entreprise.

### II. Contributions

Le National Safety Council a participé à de nombreuses conférences pour promouvoir la sécurité au niveau mondial. On trouvera ci-après une brève liste des conférences auxquelles ont participé de nombreux représentants du Council ou qu'il a organisées :

**2003** : Le National Safety Council a collaboré avec des partenaires du Ministère du travail des États-Unis, des organismes mondiaux du secteur de la sécurité, des syndicats et d'autres partenaires privés et publics pour mettre au point des plans pour le Congrès mondial sur la sécurité de 2005.

**2003** : Des représentants du Council ont participé à une conférence organisée par les États-Unis et l'Union européenne qui s'est déroulée du 28 au 30 mai à Lemnos, en Grèce. L'objectif de cette conférence était de promouvoir le partage de l'information sur les questions de santé et de sécurité intéressant les deux parties.

**2003** : Le NSC a largement collaboré avec des représentants des pouvoirs publics américains, du secteur privé, des syndicats à l'échelle nationale et internationale et des organisations locales de toute l'Amérique, lors d'une manifestation organisée pour débattre de la capacité des organisations locales et latino-américaines, de gérer au mieux les besoins des personnes d'origine latino-américaine en matière de santé, de sécurité et de protection environnementale. Ces collaborations ont abouti à l'organisation du deuxième Forum hispanique pour un environnement plus sûr et plus sain, qui s'est tenu du 7 au 9 octobre, à Orlando, en Floride.

**2004** : Des représentants du National Security Council ont participé à la coordination d'une journée mondiale de la santé intitulée « Road Safety is no Accident », le 7 avril à Washington.

**2004** : Le National Safety Council a présenté les observations finales de la troisième Conférence conjointe des États-Unis et de l'Union européenne sur le thème de la santé et la sécurité au travail, organisée à Lemnos (Grèce), du 15 au 17 octobre. La Conférence a été axée sur un ensemble de sujets, parmi lesquels la gestion mondiale des produits chimiques, les limites de l'exposition aux produits chimiques, le stress sur le lieu de travail et l'amélioration du cadre de travail.

**2004** : Le National Safety Council a présenté un exposé thématique sur la conduite défensive du 10 au 12 septembre, à Mexico, lors de la Conférence annuelle de l'Association mexicaine de la santé et de la sécurité.

**2004** : Le NSC a fait un exposé au séminaire sur la santé et la sécurité au travail organisé les 29 et 30 avril à El Salvador. Une organisation y a proposé que les participants profitent de l'occasion offerte par le Congrès mondial sur la sécurité de 2005 pour débattre de la création de centres régionaux de santé et de sécurité au travail dans les différentes régions des Amériques.

**2004** : Le NSC a organisé ses quatre-vingt-douzième congrès et exposition annuels du 10 au 17 septembre, à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane. Cette manifestation a été centrée sur les défis de la santé et de la sécurité au travail dans l'Amérique du XXI<sup>e</sup> siècle.

**2005** : Des représentants du National Safety Council ont participé à la Journée mondiale de la santé qui s'est tenue à New Delhi le 7 avril.

**2005** : Le NSC a accueilli le Sommet États-Unis/Union Européenne sur la santé et la sécurité, qui a été organisé en parallèle avec le Congrès et l'exposition annuels, du 14 au 16 septembre à Orlando, en Floride.

**2005** : Le National Safety Council a accueilli le dix-septième Congrès mondial sur la santé et la sécurité au travail qui s'est tenu du 18 au 22 septembre à Orlando, conjointement avec l'Organisation internationale du Travail et l'Association internationale de la sécurité sociale.

**2005** : Le NSC a accueilli les quatre-vingt-treizième congrès et exposition annuels du 18 au 22 septembre, à Orlando. Cette conférence annuelle a permis de mettre en avant des thèmes essentiels définis lors du Congrès mondial.

Des représentants de la NSC ont également accueilli le programme des Amériques à l'occasion du Congrès mondial et participé à l'« Alliance stratégique des Ministres du travail, de la santé, de l'éducation et de l'environnement des Amériques : préparation du quatrième Sommet des Amériques », le 20 septembre à Orlando. Cette réunion devait permettre à l'Alliance stratégique d'élaborer un plan d'action en établissant des liens avec les objectifs du Millénaire pour le

développement et les mandats du Sommet, et en mettant l'accent sur des cadres de travail sains et sûrs ainsi que sur la protection sociale des travailleurs.

**2005** : Le NSC a accueilli le 24 septembre une réunion de la direction de OHS (Occupational Health and Safety) avec l'Organisation panaméricaine de la santé et y a participé.

**2005** : Le Président Directeur général du National Safety Council a dirigé une délégation de 20 spécialistes de la sécurité issus de sociétés membres du NSC en visite en Chine, du 4 au 11 novembre. L'objectif de la visite était de procéder à des échanges d'idées et de pratiques optimales et à débattre des politiques menées par la Chine en matière de santé et de sécurité au travail.

**2006** : Le Président Directeur général du NSC a pris la parole lors de la « onzième Conférence nationale sur la santé, la sécurité et l'environnement », qui s'est tenue du 3 au 8 avril à New Delhi; il y a exhorté l'ensemble des professionnels de la sécurité au travail d'étendre leur rôle traditionnel de défense de la santé et de sécurité au travail et d'inclure aussi dans leur mission les logements et les collectivités.

**2006** : Un représentant du National Safety Council a participé à la Journée mondiale de la santé le 7 avril, à Washington.

**2006** : Des représentants du National Safety Council ont participé à la « Health Week in the Americas World Health Day: Healthcare Workers' Health » le 5 avril à Washington.

**2006** : Le NSC a accueilli ses quatre-vingt-quatorzièmes Congrès et exposition annuels, du 3 au 10 novembre, à San Diego, en Californie. Le NSC a mis au défi les professionnels de la santé et de la sécurité des entreprises de se montrer « doués, décidés et déterminés » pour faire face aux nouvelles difficultés que rencontrent les employés et leurs familles dans le domaine de la santé et de la sécurité.

**2006** : Le NSC a accueilli le « premier congrès hispanique annuel de la santé et de la sécurité », les 6 et 7 novembre. La conférence comportait des séances techniques, programmes et séminaires de formation présentés en espagnol avec l'interprétation simultanée en anglais.

**2006** : Le National Safety Council a collaboré avec l'Organisation mondiale de la Santé pour attribuer des labels de « collectivité sûre ». Le NSC a été choisi comme centre de certification et de soutien aux « collectivités sûres ». Le travail de désignation a commencé le 14 août et se terminera en octobre 2007 par une cérémonie officielle.

### **III. Conclusion**

Le National Safety Council a œuvré en faveur de la santé et de la sécurité en collaborant avec diverses organisations, en intégrant divers groupes de personnes, depuis des directeurs généraux jusqu'aux syndicats de travailleurs, afin de concrétiser sa vision de la sécurité mondiale. À mesure que nous susciterons l'intérêt et les collaborations au niveau mondial, nous verrons notre objectif « rendre le monde plus sûr » se réaliser. Par ses nombreux partenariats, le NSC encourage et soutient l'objectif huit du Millénaire pour le développement : mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



### **3. Programme de technologie sanitaire appropriée**

**(Spécial, 1995)**

#### **Introduction**

Le Programme de technologie sanitaire appropriée (PATH) est une organisation internationale sans but lucratif, qui crée des solutions viables, adaptées aux cultures locales, permettant aux collectivités du monde entier d'échapper à la précarité en matière de santé. En collaboration avec divers partenaires des secteurs public et privé, PATH contribue à fournir des technologies médicales appropriées et des stratégies vitales influençant la manière de penser et d'agir de la population. PATH contribue à améliorer la santé et le bien-être partout dans le monde.

PATH est actuellement présent dans plus de 65 pays, où il œuvre dans les domaines des hautes technologies, de la santé maternelle et infantile, de la santé procréative, des vaccins et de la vaccination, et de la lutte contre les épidémies et les nouvelles maladies. Les équipes de PATH fournissent leurs connaissances spécialisées dans les domaines de la santé publique, l'épidémiologie, la conception et le transfert de technologies, la présentation des technologies, la mise au point de vaccins et de produits de biotechnologie, la distribution des vaccins, la création d'entreprises, l'éducation et la formation, la communication, la sensibilisation et la passation de marchés.

#### **Contribution de l'organisation aux activités de l'Organisation des Nations Unies**

*Organisation mondiale de la santé (OMS)*

Période : de janvier à décembre 2003

Le Programme de technologie sanitaire appropriée (PATH) a mis en œuvre un projet appelé « Promoting Migrant Health Development at Destination and Source Community (PROMDAN) ». Parmi les réalisations, on citera notamment 1) l'assistance technique fournie au Center for AIDS Rights (CAR) à Rayong ainsi qu'à la Cambodian Women's Association for Peace and Development (CWPD) à Preyveing; 2) l'organisation de forums d'échanges multinationaux s'adressant aux organisations qui assurent des services aux migrants, ainsi qu'aux dirigeants communautaires et locaux et aux fonctionnaires de la santé publique; et 3) l'animation d'ateliers consacrés à l'élaboration de stratégies à l'intention des partenaires de réalisation.

Période : de mai 2004 à août 2006

L'organisation a mis en chantier un projet nommé Quality Medicines for Reproductive Health (Médicaments essentiels pour la santé procréative), dont l'objectif est d'élargir l'accès à des médicaments et à des produits pour la santé procréative de grande qualité par la promotion des normes mondiales, l'établissement de directives relatives à la qualité des sources d'approvisionnement et des produits et le renforcement des capacités d'achat des pays dont les ressources sont limitées. Au cours de la phase I de ce projet, le PATH a collaboré avec l'OMS afin d'établir un consensus international sur un choix scientifiquement motivé de

médicaments et de produits essentiels pour la santé procréative, mais aussi de renforcer les capacités des pays en matière de sélection rationnelle des produits essentiels à la santé procréative.

Période : de février 2005 à avril 2006

Aux côtés de ses partenaires, PATH a dispensé une formation aux pharmaciens et aux praticiens de la médecine traditionnelle à Kampong Chnang (une province du Cambodge) en vue de traiter les maladies de l'enfant en mettant l'accent sur la modification des pratiques inefficaces et la mise en place d'un système d'orientation vers les services appropriés. La formation a porté principalement sur les maladies diarrhéiques et les affections aiguës des voies respiratoires.

*Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)*

En 2007, PATH a œuvré à l'exécution d'un programme de lutte contre la violence sexiste en Haïti, en Afrique du Sud ainsi qu'en Afrique de l'Est. Le Programme de lutte contre la violence sexiste visait à promouvoir l'équité du traitement des deux sexes dans le domaine de la santé et d'enrayer la violence sexiste, en faisant appel à une approche systémique qui relie les politiques, les institutions et les communautés. L'organisation a collaboré avec des associations de femmes et d'autres partenaires internationaux afin de mener à bien des campagnes de sensibilisation fondées sur des données factuelles et afin de renforcer les moyens dont disposent les systèmes sanitaires et les communautés pour lutter contre la violence sexiste en s'appuyant sur le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des impératifs de santé publique.

*Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*

En 2005, l'organisation a évalué les besoins en matière de formation du personnel du secrétariat du Conseil national du sida et a mis au point un plan de formation pour cet organisme en se fondant sur cette évaluation. Il s'agissait entre autres de réexaminer les documents existants, de faire le point sur les besoins en matière de formation, d'estimer et de recenser les moyens de formation, d'élaborer un plan de formation et de formuler des recommandations.

*Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)*

En 2003, PATH s'est employé à faciliter l'accès à la médecine procréative par le biais de sa publication intitulée *Outlook*. Cette publication traite des résultats essentiels des travaux de recherche, de la création de produits, et des options fondamentales se rapportant à des sujets tels que la stérilisation masculine, les pharmaciens et la santé procréative, les préservatifs féminins et la prestation de soins aux personnes vivant avec le VIH/sida.

Période : de novembre 2004 à juillet 2006

L'organisation a mis au point et évalué les messages sur la promotion de l'usage des préservatifs par le biais d'indicateurs de programmes conçus afin de mesurer les changements intervenus dans le comportement des jeunes au Ghana et en Ukraine.

Période : de juillet 2004 à novembre 2005

L'organisation a coopéré avec le Ministère de la santé de deux provinces du Viet Nam (Ha Tay et Kien Giang) afin de fournir une assistance technique aux

partenaires locaux au titre du plan national en faveur de la maternité sans risques, de la planification et de la conception des activités de projet à l'échelon du district, de la communication relative aux changements de comportement, ainsi que des activités de supervision et de suivi.

Période : de mars 2005 à juin 2006

PATH a assuré la coordination d'une réunion de travail de trois jours rassemblant quelque 100 participants afin d'examiner les facteurs clefs qui influent sur la promotion et l'utilisation des préservatifs féminins aux fins de la prévention des grossesses et de la protection contre les maladies sexuellement transmissibles dans les pays en développement.

Période : d'avril à juillet 2006

L'organisation a mis au point des méthodes visant à évaluer les prestations des services de santé maternelle, de santé infantile et de planification familiale dispensés dans les établissements relevant du système de santé publique ainsi que les activités de proximité se rapportant au programme de santé procréative et de santé infantile.

*Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*

Période : de février à mai 2005

L'organisation a fourni une assistance technique au moyen d'une étude sur la congélation dans le cadre de la chaîne du froid.

Période : de décembre 2005 à septembre 2006

PATH s'est employé à exécuter un projet visant à élaborer des stratégies en faveur de l'accès à l'éducation et à l'information sur le VIH/sida.

### **Activités visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement**

*Objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes*

- L'organisation a conçu un préservatif féminin amélioré qui subit actuellement des essais cliniques. Les nombreux essais d'usage réalisés auprès des utilisatrices indiquent qu'il est effectivement facile à utiliser, des plus compatibles et qu'il est d'un prix abordable pour les personnes à faibles revenus – un outil supplémentaire extrêmement efficace qui donne enfin aux femmes les moyens de se protéger.
- L'organisation a contribué pour une très large part à la conception, à la mise en œuvre et à la diffusion récente de l'Étude multipays de l'Organisation mondiale de la Santé sur la santé des femmes et les violences familiales à l'égard des femmes. Il s'agit de l'étude la plus ambitieuse qui ait jamais été menée à ce jour sur la violence sexiste. Elle a mobilisé plus de 24 000 femmes réparties dans 10 pays. Cette étude montre à l'évidence que la violence infligée régulièrement aux femmes – en particulier dans leurs foyers – porte atteinte à leur santé, à leurs communautés ainsi qu'aux économies nationales. Les responsables de l'élaboration des politiques disposent maintenant des données nationales dont ils ont besoin pour appuyer les initiatives visant à prévenir la violence. Les groupes ayant pris part à cette étude utilisent déjà les

informations recueillies afin de modifier les normes communautaires qui perpétuent la violence.

- Par le biais du projet de l'organisation intitulé « Entre Amigas » ou « Entre Amies », des filles ont animé leur propre programme d'éducation mutuelle. Dans le cadre du projet, ces filles ont rédigé le scénario d'un feuilleton télévisé à diffusion nationale qui attire l'attention du public sur les problèmes auxquels elles se heurtent.

*Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile*

- PATH dirige une coalition de plusieurs organisations sanitaires internationales qui s'emploient à systématiser le recours à un protocole peu coûteux et largement accepté permettant de sauver la vie des mères – à savoir, la gestion active de la troisième phase de l'accouchement (GATPA). La coalition a récemment diffusé des notes techniques ainsi que des références pratiques dans 77 pays et a organisé une réunion entre les partenaires bilatéraux et multilatéraux et ceux du secteur public et privé afin de mettre au point des modalités qui permettent d'accroître l'innocuité et l'utilisation efficace sur le terrain de l'ocytocine. Des progrès ont déjà été constatés en Équateur, au Ghana, au Malawi, au Népal et en Zambie.

*Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies*

- L'organisation utilise une programmation novatrice telle que le théâtre de rue interactif, des concours qui emploient la messagerie texte des téléphones portables, ainsi que des films qui aident les collectivités du monde entier à s'interroger sur les normes sociales qui contribuent à la propagation des maladies. Le projet le plus récent de l'organisation est appelé « Scouting for Solutions » (À la recherche de solutions). L'organisation coopère avec les associations de scouts au Kenya et en Ouganda afin d'aller au devant de centaines de milliers de jeunes et leur communiquer des concepts et des informations qui peuvent transformer le cours de leur vie en les encourageant à entretenir des relations harmonieuses et à adopter des comportements sains.
- Les experts des achats de l'organisation ont commencé à aider les ministères de la santé de plusieurs pays africains d'Haïti et du Guyana à sélectionner et à acquérir des seringues stériles à usage unique – selon la formule qui convient le mieux à leur contexte de soins.

## 4. SOS Villages d'enfants

(Spécial, 1995)

### I. Introduction

SOS Villages d'enfants est une organisation qui coiffe plus de 130 associations nationales qui lui sont affiliées à l'échelle mondiale. SOS Villages d'enfants intervient au nom des enfants en tant qu'organisation indépendante, non gouvernementale et laïque de développement social en offrant une prise en charge familiale à des enfants qui ont perdu leurs parents ou qui ne peuvent plus vivre avec eux. SOS Villages d'enfants aide également les enfants vulnérables et leurs familles par le biais de programmes qui s'efforcent de renforcer leur aptitude à faire face aux crises, en veillant notamment à ce qu'ils bénéficient de services essentiels, et en assurant un soutien sanitaire, éducatif et psychosocial. SOS Villages d'enfants gère des programmes de secours d'urgence axés expressément sur les femmes et les enfants. SOS Villages d'enfants exerce son activité dans l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant.

### II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

#### i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à des conférences importantes ou autres réunions des Nations Unies

Au cours de la période considérée, SOS Villages d'enfants a pris une part active à de nombreuses conférences et activités de l'Organisation relatives aux droits de l'enfant, mettant l'accent notamment sur les enfants privés de soins parentaux.

*Cinquième Réunion annuelle du Comité d'ONG chargé de mieux faire connaître l'ONU*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 31 janvier 2003

Un représentant de l'organisation a participé à cette réunion. Il y a évoqué la question de la volonté profonde qui anime les Africains en matière d'accès à l'éducation, de l'entrave que représente la pauvreté, de l'existence des écoles de SOS Villages d'enfants ainsi que de la possibilité offerte par l'association d'y faire des études.

*Participation, lors de l'Assemblée générale à New York, à la journée consacrée au suivi de l'application de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 22 septembre 2003

Le Secrétaire général de SOS Villages d'enfants a participé à cette réunion.

*Participation aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième Conférences annuelles des organisations non gouvernementales (ONG) associées au Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Dates : 7 au 9 septembre 2005 et 6 au 8 septembre 2006, respectivement

Un représentant de l'organisation a coprésidé le sous-comité chargé de la gestion des ateliers d'ONG à l'heure du déjeuner. En outre, une jeune personne parrainée par l'organisation a participé en tant qu'invitée au dialogue multipartite interactif d'ONG à l'heure du déjeuner, décrivant son enfance dans un village de l'organisation.

*Participation à la Journée de débat général du Comité des droits de l'enfant*

Lieu : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève

Période : de 2003 à 2006

L'organisation a participé à cette journée et a également présenté des documents. On notera en particulier la participation de l'organisation à la conférence de 2005, qui s'est tenue le 16 septembre 2005 à Genève et qui était axée sur les enfants privés de soins parentaux. Plusieurs représentants de l'organisation ont participé à cette conférence et les associations nationales du Liban, de la République bolivarienne du Venezuela, de la Bosnie-Herzégovine, des Philippines, ainsi que de l'Inde, du Viet Nam et de la Croatie ont présenté des dossiers. SOS Villages d'enfants a mis sur pied avec d'autres organisations une manifestation parallèle qui s'est tenue la veille de la conférence et qui était consacrée à la nécessité d'établir des normes internationales en matière de soins à l'intention des enfants privés de soins parentaux. La Journée de débat général de 2006, qui s'est tenue le 15 septembre 2006 à Genève, a étudié la question intitulée « Parler, participer et décider – le droit pour l'enfant d'être entendu » et a réuni des représentants de l'organisation; deux dossiers ont par ailleurs été présentés.

**ii) Coopération avec des organes ou des institutions des Nations Unies**

L'organisation a coopéré avec un certain nombre d'organes et d'institutions des Nations Unies à l'échelon mondial.

*Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants*

Période : de 2003 à 2006

L'organisation a participé de manière très active à l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, établie sous la direction d'un expert indépendant nommé par le Secrétaire général et publiée en novembre 2006. SOS Villages d'enfants a coédité cette étude et a également fait des suggestions concernant le chapitre sur la violence à l'encontre des enfants dans les institutions et les recommandations générales. Les représentants de l'organisation (dont des représentants de la jeunesse) ont en outre participé en 2006 à deux consultations régionales consacrées à l'étude, l'une en Europe et l'autre au Moyen-Orient.

*Directives de l'Organisation des Nations Unies sur la protection des enfants privés de soins parentaux*

Période : de 2005 à 2006

L'organisation a participé au projet de directives de l'Organisation des Nations Unies sur la protection des enfants privés de soins parentaux, élaboré par le Comité des droits de l'enfant. L'organisation a contribué au projet de directives et a fait part de ses observations en se fondant sur les compétences techniques de ses associations nationales.

*Coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*

Période : de 2005 à 2006

Dans certains cas, l'organisation a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) par le biais de réseaux. Par le biais du groupe d'action des ONG qui s'est penché sur la déclaration de la Commission européenne intitulée « Vers une stratégie de l'Union européenne sur les droits de l'enfant », SOS Villages d'enfants et l'UNICEF, qui sont l'un et l'autre représentés au sein de ces organismes, ont conjugué leurs efforts pour superviser cette stratégie. Par le biais du Réseau Better Care l'organisation a uni ses efforts à ceux d'UNICEF sur les questions relatives aux enfants privés de soins parentaux. De même, en 2005 et en 2006, plusieurs associations nationales de SOS Villages d'enfants ont participé activement aux travaux du Réseau régional ONG/UNICEF pour les enfants en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et les États baltiques.

*Signature de déclarations ou de pétitions*

En outre, l'organisation signe périodiquement des déclarations ou des pétitions dont sont saisis les organes de l'ONU, par exemple le Conseil des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme ou la Commission du développement social.

Par le biais de ses associations nationales, l'organisation collabore également à l'échelon local et national avec les organismes ci-après.

*Coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*

Période : de 2003 à 2004 et au-delà

En particulier, de nombreux projets ont été menés conjointement avec l'UNICEF. En 2003, SOS Villages d'enfants de la Bosnie-Herzégovine a coopéré avec l'UNICEF sur un projet de recherche intitulé « Les enfants non accompagnés et les enfants menacés de placement en établissement en Bosnie-Herzégovine », qui a examiné la situation des enfants privés de soins parentaux dans ce pays.

Depuis 2004, l'organisation a joué un rôle de premier plan dans l'étude que mène l'UNICEF sur les soins de substitution au Liban, qui doit servir de point de départ au processus de réforme entrepris dans ce secteur. L'organisation a en outre reçu un financement de l'UNICEF au titre de différents projets tels qu'un programme de formation à l'intention des travailleurs sociaux en Gambie, un centre social au Zimbabwe et un dispensaire de soins maternels et infantiles en Somalie, où l'UNICEF a également entrepris une formation à la protection des enfants.

*Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)*

Période : depuis 2003

L'organisation a également entamé un partenariat constructif avec le Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Égypte depuis 2003, où ils gèrent un projet intitulé « SOS Home for Children Refugees » (Foyer SOS Villages d'enfants pour enfants réfugiés), qui dispense des soins à court terme aux enfants réfugiés séparés de leur famille.

*Coopération avec le Programme alimentaire mondial (PAM)*

Période : 2004

Dans le secteur des secours d'urgence, l'organisation a coopéré avec le Programme alimentaire mondial, par exemple en Haïti où elle a assuré les secours humanitaires aux Gonaïves après les inondations catastrophiques qui ont suivi le cyclone Jeanne en 2004.

**iii) Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement**

Au cours de la période considérée, l'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les régions et les pays où elle exerce ses activités. Au 31 décembre 2006, le nombre de personnes visées par les 1 807 programmes de l'organisation a dépassé le chiffre de 1 300 000.

*Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim*

L'organisation est intervenue pour promouvoir la création de milieux protégeant les enfants dans le cadre de ses programmes de soins axés sur la famille (457 SOS Villages d'enfants répartis dans le monde entier); collaborer avec les parents pour leur assurer une formation professionnelle et des activités génératrices de revenus; contribuer aux infrastructures de santé à l'échelon local; soutenir les programmes alimentaires dans les situations d'urgence et mettre en place et renforcer les systèmes de protection des enfants et de leurs familles à l'échelon local, tels que les garderies et les services sociaux de base afin de les aider à sortir de la pauvreté.

*Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous*

S'agissant de l'enseignement primaire universel, l'organisation accorde une place particulière à l'éducation dans tous ses programmes. Elle s'est investie dans les soins et services de développement destinés au jeune enfant par le biais de ses 229 jardins d'enfants partout dans le monde (bénéficiant à plus de 23 500 enfants). L'organisation dispense en outre une éducation par le biais de 133 écoles primaires et 47 écoles secondaires qu'elle a établies dans de nombreuses régions du monde (au bénéfice de plus de 100 000 enfants). L'organisation offre également des programmes d'enseignement à l'intention des groupes vulnérables ayant des besoins spéciaux et œuvre à la préservation du droit à l'éducation dans les situations d'urgence, comme par exemple après le tremblement de terre de 2005 au Pakistan.

*Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile*

Dans ses dispensaires de soins maternels et infantiles, l'organisation tente de réduire la mortalité néonatale et la mortalité infantile et cherche à obtenir des



travailleurs sociaux qu'ils se rallient aux initiatives pour de meilleurs soins parentaux et participent aux programmes de prévention et de gestion des maladies de l'enfant.

*Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle*

L'organisation s'emploie à améliorer la santé maternelle tant dans ses 56 centres médicaux disséminés dans le monde entier (dont ont bénéficié plus de 450 000 personnes) qui assurent des soins prénataux et postnataux et administrent des centres d'accouchement que dans ses unités médicales itinérantes, qui proposent les services d'accoucheuses qualifiées.

*Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies*

S'agissant du VIH/sida et d'autres maladies chroniques, l'organisation continue de coopérer étroitement avec les enfants et les familles qui sont touchées par ces maladies dans les villages où elle est implantée, et par le biais de ses programmes de renforcement de la famille, fournit un soutien particulier aux prestataires de soins atteints de maladies chroniques, facilite l'accès de milliers de personnes aux services de dépistage et de conseil volontaires ainsi qu'aux médicaments antirétroviraux et mène des campagnes de sensibilisation relatives au VIH/sida et aux risques d'infection.

## 5. Trickle Up Program

(Spécial, 1987)

### Introduction

#### i) Les buts et objectifs de l'organisation et ses principaux domaines d'action

La mission de Trickle Up Program, Inc. (« Trickle Up ») est de donner aux très pauvres les moyens d'améliorer durablement leurs moyens de subsistance par la création de microentreprises. Par le biais de partenariats avec les organisations locales, Trickle Up assure la formation à la gestion d'entreprise, l'accès aux services d'épargne et octroie des capitaux de départ afin d'aider les entrepreneurs à lancer des microentreprises et à améliorer leurs conditions de vie. Trickle Up exerce ses activités dans 13 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et dans les États-Unis d'Amérique.

#### ii) Changements ayant eu un impact significatif sur la vision et/ou le rôle de l'organisation en ce qui concerne l'orientation, le programme et la portée de ses activités

*Services aux entrepreneurs et développement des microentreprises*

Période : de 2003 à ce jour

Depuis 2003, l'organisation a élargi le champ des services qu'elle offre aux entrepreneurs qui vivent dans la pauvreté. L'organisation a de fait accru l'appui qu'elle accorde à la formation à la gestion d'entreprise et a incorporé les directives relatives à la formation et à la gestion de groupes d'épargne dans son programme. L'organisation a également lancé des initiatives reliant les entrepreneurs à des services de développement des entreprises et de financement supplémentaires, dont des produits de microfinancement.

Comme pour les efforts visant à faire accéder les plus démunis à l'indépendance financière, l'organisation se spécialise également dans l'aide des personnes handicapées par le biais de l'appui aux microentreprises. En 2006, les handicapés représentaient 10 % du total des entrepreneurs qui ont reçu une assistance. L'organisation s'est fixée pour objectif de porter ce pourcentage à 15 % dans les trois prochaines années. Elle continue par ailleurs d'axer son action sur les femmes entrepreneurs en tant que bénéficiaires cibles.

D'un point de vue géographique, l'organisation a maintenu ses programmes dans trois régions internationales dont la composition n'a pas changé depuis 2003; elle a néanmoins entrepris un redéploiement dans ces régions, qui s'est accompagné d'un recentrage des efforts afin d'en accroître l'efficacité et d'en approfondir les effets. Les pays sont choisis suivant des critères tels que la faiblesse de l'indicateur du développement humain, les disparités dans les revenus et l'existence d'organismes sans but lucratif fondés sur des partenariats solides. Outre la lutte contre la pauvreté dans son pays d'origine, à savoir les États-Unis d'Amérique, Trickle Up mène à bien des programmes de développement de microentreprises au Mali, au Niger, au Burkina Faso, en Éthiopie, en Ouganda, au Cambodge, au Népal, en Inde, au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala et en Bolivie.

Depuis 2002, l'organisation a également mis en place des bureaux régionaux en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, en Asie et dans la région du delta du Mississippi aux États-Unis. Les activités ainsi que les responsabilités ont été décentralisées vers ces bureaux, contribuant à la consolidation des partenariats avec les organisations locales, favorisant le renforcement des capacités des partenaires et développant les capacités de mise en réseau à l'échelon local.

## **Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU**

### **i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à des conférences importantes ou autres réunions des Nations Unies**

*Small Funds, Big Ideas* (Petits fonds, grandes idées)

Lieu : Church Center for the United Nations, New York

Date : 1<sup>er</sup> mars 2007

L'organisation a évoqué devant d'autres organisations non gouvernementales la stratégie des financements sous forme de dons pour réduire la pauvreté par le développement des microentreprises.

*Exposé sur le Darfour et mise au point d'une stratégie collective*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 10 janvier 2007

L'organisation a participé à une réunion du Sous-Comité des ONG pour l'élimination du racisme (Comité des ONG sur les droits de l'homme). Cette réunion a donné lieu à une « Déclaration de principe sur le Darfour : stratégies proposées relatives à l'action des ONG ».

*From Microfinance to Macro Change: Integrating Health Education and Microfinance to Empower Women and Reduce Poverty*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Période : printemps 2006

L'organisation a participé à une conférence du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) qui marquait le lancement du document conjoint de la campagne du Sommet du microcrédit et du FNUAP et a examiné sa pertinence avec les activités que mène Trickle Up sur les microentreprises et les femmes.

*Hommage de l'Organisation des Nations Unies à Muhammad Yunus, lauréat du Prix Nobel de la paix 2006*

Lieu : Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 17 novembre 2006

L'organisation a participé à l'hommage rendu à Muhammad Yunus, qui est membre du conseil consultatif de Trickle Up.

*Réunion mensuelle InterAction et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires*

Lieu : Siègne de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 24 juin 2005

L'organisation a présenté un compte rendu actualisé sur son programme de réduction de la pauvreté dans les régions de l'Asie du Sud touchées par le tsunami aux représentants de l'alliance InterAction, qui rassemble les organismes internationaux de développement et les organisations internationales d'aide humanitaire.

*Réunion mensuelle InterAction/Bureau de la coordination des affaires humanitaires*

Lieu : Siègne de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 22 avril 2005

L'organisation a dévoilé son programme de développement des microentreprises dans les régions de l'Asie du Sud touchées par le tsunami aux représentants de l'alliance InterAction.

*Table ronde « Impacting Cultural Change »*

Lieu : Siègne de l'Organisation des Nations Unies, New York

Date : 10 mars 2005

L'organisation a pris part à cette table ronde à laquelle participait le Comité non gouvernemental de jeunesse auprès de la Commission de la condition de la femme. Trickle Up a recensé les avantages socioéconomiques qu'offre le développement des microentreprises aux femmes et aux jeunes et l'incidence qu'il peut avoir sur les normes sociétales.

**ii) Coopération avec des organismes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège**

L'organisation ne participe pas pour le moment à la mise en œuvre de programmes en coopération avec les organismes des Nations Unies. Néanmoins, comme indiqué ci-après, les activités de réduction de la pauvreté qu'elle mène contribuent à la réalisation des objectifs de développement de l'Organisation des Nations Unies. Hope Miller, qui est membre du Conseil d'administration de Trickle Up, siège en outre en qualité de consultante en développement auprès du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

**iii) Initiatives engagées par l'organisation à l'appui des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent désormais la base du programme mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

L'organisation contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans trois régions : Afrique, Asie et Amérique latine. Utilisant les outils de l'évaluation de la pauvreté, l'organisation recense les entrepreneurs très pauvres – en règle générale des femmes ayant des enfants, ne sachant ni lire ni écrire et vivant avec moins d'un dollar par jour –, qui sont éligibles à participer au programme. L'organisation utilise le cadre des modes de subsistance durable adopté par le Programme des Nations Unies pour le développement, axant expressément

son action sur le renforcement du capital financier, humain et social parmi les très pauvres des pays en développement.

**iv) Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement**

*Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim*

Période : de 2003 à 2006

L'organisation a favorisé le démarrage ou le développement de 35 590 microentreprises à l'échelon international. Quelque 178 000 personnes (entrepreneurs, membres de famille et employés) auraient tiré parti des profits engendrés par ces entreprises. En 2006, 70 % des 10 162 entrepreneurs ayant reçu une aide ont indiqué que la ration alimentaire dans le ménage s'était améliorée. Plus de la moitié ont signalé que le nombre d'enfants d'âge scolaire qui étaient scolarisés avait augmenté. Quatre-vingt-un pour cent ont déclaré que leurs microentreprises s'étaient développées au cours de la première année d'exploitation. Depuis 1979, Trickle Up a favorisé le démarrage ou le développement de plus de 150 000 microentreprises, améliorant la vie d'environ 500 000 personnes très pauvres dans le monde.

*Objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes*

Offrir de nouvelles perspectives économiques aux femmes fait partie intégrante de la stratégie de réduction de la pauvreté de Trickle Up. Soixante-dix pour cent des entreprises Trickle Up sont dirigées par des femmes. Trickle Up cherche à établir des partenariats avec des organisations locales qui se consacrent essentiellement aux questions intéressant les femmes, telles que la planification familiale, la participation civique ainsi que l'action préventive contre la violence conjugale. Trickle Up assure également des stages de sensibilisation aux comportements sexistes, le cas échéant.

S'il est vrai que l'organisation contribue directement à la réalisation des Objectifs 1 et 3 du Millénaire pour le développement, les bénéfices issus des microentreprises Trickle Up permettent souvent d'améliorer la santé (Objectifs 4, 5 et 6) et la scolarisation dans l'enseignement primaire (Objectif 2) au niveau des ménages.